

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SAMEDI 1^{ER} JUILLET 2023

Jérôme LEGAVRE Député de la 12^{ème} circonscription de Seine-Saint-Denis

Le 27 juin à Nanterre, Nahel a été tué par le tir à bout portant d'un policier. Ce meurtre d'un jeune de 17 ans a soulevé une immense vague d'émotion et d'indignation dans tout le pays. Je suis totalement solidaire de cette indignation. Et je n'oublie pas que la mort de Nahel s'inscrit dans un contexte de surenchère continue de la répression d'État depuis des années, contre les jeunes des quartiers, également confrontés au quotidien à toutes les sortes de stigmatisation, contre les gilets jaunes...

Cette mort tragique, insupportable, a déclenché depuis plusieurs jours une explosion de colère qui s'est très vite étendue à de très nombreuses villes dans tout le pays.

La situation qui se développe depuis ces derniers jours, lourde de dangers, suscite à juste titre dans la population, interrogations, inquiétude, angoisse.

Elle appelle d'urgence une réponse politique.

Car enfin, dans quel pays vivons-nous ? Il y a en France, en 2023, 10 millions de pauvres. Une personne sur six ne mange pas à sa faim. Des millions, pris à la gorge par l'inflation galopante, n'ont simplement pas les moyens nécessaires pour payer leur loyer, leurs charges, les transports, pour élever leurs enfants et se nourrir.

Dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis, la ville de Clichy-Sous-Bois détient un bien triste record en étant la ville la plus pauvre du département. 42% de la population de cette commune vit en dessous du seuil de pauvreté. Toujours en Seine-Saint-Denis, 120000 demandes de logement ne sont pas satisfaites. Des milliers de familles s'entassent dans des logements insalubres, totalement indignes.

Quant aux services publics, indispensables à la population, de l'hôpital à l'école, en passant par les transports, ils sont littéralement saccagés par les conséquences des politiques méthodiques et continues de privatisation, de fermeture, de suppression de moyens.

Dernier exemple en date : à Livry Gargan, la clinique Vauban vient de fermer. Des milliers d'enfants perdent chaque année l'équivalent de plusieurs semaines, voire plusieurs mois de classe, tant le manque d'enseignants est criant. Comment accepter qu'à la rentrée prochaine, 20 classes ferment à Clichy-Sous-Bois ? Quel avenir une telle société réserve-t-elle à la grande masse de la jeunesse confrontée à la sélection à l'entrée dans l'enseignement supérieur, et à qui n'est laissée d'autre perspective que la précarité et les petits boulots ?

Qui ne voit pas que cette situation faite aujourd'hui à la majorité de la population est la première et la plus insupportable des violences, qu'elle réunit tous les ingrédients d'une véritable bombe sociale et qu'elle pousse à l'exaspération, au désespoir, aux extrémités ?

Le gouvernement d'E. Macron, en s'inscrivant dans la continuité des politiques destructrices de ceux qui l'ont précédé, en n'ayant de cesse de chercher à les aggraver, porte la responsabilité d'une situation qui conduit au chaos et à la décomposition sociale.

Contre l'opposition de l'immense majorité et malgré les puissantes mobilisations de ces derniers mois, il a fait passer sa réforme des retraites en utilisant toutes les procédures autoritaires de la V^e République et en ordonnant la répression systématique des manifestations...

Il est urgent de rompre avec cet engrenage destructeur au seul bénéfice d'une poignée d'actionnaires dont les profits explosent. L'immense majorité de la population, les travailleurs ne veulent pas du chaos : ils aspirent à vivre en paix de leur travail, à un avenir pour leurs enfants.

La situation alarmante que nous connaissons et voyons se développer depuis plusieurs jours appelle des mesures d'urgence, en particulier : l'augmentation des salaires, le gel des prix et des loyers, la réouverture de tous les services publics fermés, et le rétablissement de tous les moyens supprimés, notamment par la réaffectation des milliards attribués au budget militaire et à la guerre, l'abrogation de la réforme des retraites et de toutes les mesures répressives.

À cet effet, l'ensemble des députés LFI se bat dès maintenant pour l'abrogation immédiate des dispositions « permis de tuer » de la loi Cazeneuve de 2017, responsable de l'explosion des décès suite à des refus d'obtempérer, et pour que soient prises les mesures permettant de fermer la période ouverte par Sarkozy en 2002 visant à traiter les jeunes des quartiers populaires comme un ennemi de l'intérieur.



@LEGAVREJEROME

jerome.legavre@assemblee-nationale.fr
relations presse : 06 62 82 01 53
permanence : 06 68 07 05 61